Le Conseil d'Administration de l'Université de Montpellier, dans sa séance du 30 janvier 2017, sous la présidence de M. Philippe AUGÉ, Président de l'Université de Montpellier,
Vu le livre VII du Code de l'Éducation,
Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,
Vu l'arrêté du 31 octobre 2001 définissant les fonctions qui ne sont pas principalement d'enseignement et de recherche prévues aux articles 40 et 56 du décret n°84-431 du 6 juin 1984 modifié,
Vu l'avis du Conseil Académique réuni le 16 janvier 2017,
Vu l'avis du Comité Technique réuni le 23 janvier 2017,
Le Vice-Président du Conseil d'Administration entendu,

a délibéré :


Après s'être assuré du quorum, suite à la présentation et aux débats qui s'en sont suivis, le Président de l'Université demande aux membres de se prononcer.

Résultat du vote :
Membres en exercice : 37
Membres présents et représentés : 33
Membres n'ayant pas pris part au vote : 0
Suffrages valablement exprimés : 33

Pour : 27
Contre : 0
Abstentions : 6

Les modalités d'examen des candidatures à l'avancement de grade des enseignants-chercheurs - année 2017, telles que jointes en annexe, sont approuvées à la majorité des membres du Conseil d'Administration.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Montpellier, le 31 janvier 2017.

Le Président de l'Université de Montpellier

Philippe AUGÉ

Avis sur les modalités d'examen des candidatures à l'avancement de grade
des enseignants-chercheurs (EC) - année 2017

Le service des personnels enseignants de l'Université de Montpellier (UM) établit en décembre N la
liste des promouvables au titre de l'année N+1, avec la situation des agents au 31 décembre de
l'année N+1 puis la transmet au ministère via Galaxie.
La campagne d'avancement de grade se déroule en 2 phases : une phase nationale (de droit
commun et spécifique) et une phase locale.

AU TITRE DE L’AVANCEMENT DE GRADE “PHASE NATIONALE” DE DROIT COMMUN (SECTION CNU)

La phase nationale est arbitrée par les sections du CNU mais un avis individuel de l’établissement
est requis « sur les activités pédagogiques et les tâches d'intérêt général » des enseignants-
chercheurs (EC) candidats (article 7-1 du décret n°84-431 du 06 juin 1984 modifié), avis qui peut
faire l'objet d'une réponse de l'EC sur l'application Galaxie. Pour cela, le service des personnels
enseignants met à disposition de chaque directeur d'UFR, d'Ecole, d'Institut et de directeur de
Département Scientifique (DS) par voie dématérialisée, les dossiers des candidats relevant de
chaque de leur structure. Par ailleurs, elle adresse à chacun des directeurs une fiche synthétique
destinée à recueillir un projet d'avis motivé sur l'implication dans les activités pédagogiques et les
fonctions d'intérêt général qui sera ensuite transmis au CAC restreint :

La fiche synthétique sera donc complétée :

1 – par le directeur d'UFR, d'Ecole ou d'Institut d'affectation et le directeur de DS de rattachement :
   a) l'avis du directeur d'UFR, d'Ecole ou d'Institut portera sur les activités pédagogiques et les
tâches administratives et d'intérêt général. (Cet avis ne devra pas dépasser les 3000
caractères)
   b) l'avis du directeur de DS portera sur les tâches administratives et d'intérêt général en lien
avec la recherche. (Cet avis ne devra pas dépasser les 3000 caractères)
Dans le cas particulier où le candidat serait rattaché à une structure de recherche extérieure à
l'université, il est demandé au directeur d'UFR, d'Ecole ou d'Institut de se rapprocher du dire 1 r
de la structure de recherche concernée.
2 – par le Président, s’agissant des enseignants-chercheurs exerçant des fonctions de vice-présidents ou de vice-présidents délégués ainsi que pour les directeurs d’UFR, d’Ecole, d’Institut et les directeurs de DS, d’école doctorale ou de service commun.

Sur la base de la fiche évoquée ci-dessus, et d’un accès dématérialisé aux dossiers des candidats, le Conseil des Directeurs de Composante a pour mission d’harmoniser les projets d’avis à soumettre au CAC restreint aux EC. Toute personne candidate à une promotion ne pourra siéger au sein de ce conseil lorsque les travaux concerneront les promotions au grade auquel elle postule.

Le CAC restreint aux EC prononce un avis motivé sur la candidature de chaque EC du type « sur la base de l’analyse du dossier du candidat, le CAC restreint émet un avis très favorable ou favorable ou réservé à la promotion de grade par le CNU ».

**AU TITRE DE L’AVANCEMENT DE GRADE “PHASE NATIONALE” PAR LA VOIE SPECIFIQUE**

Cette phase concerne l’évaluation des activités qui ne relèvent pas principalement de la recherche et de l’enseignement. L’arrêté du 31 octobre 2001 définit les fonctions qui ne sont pas principalement d’enseignement et de recherche et qui sont celles prises en compte dans le cadre de cette voie spécifique. Cette option exclut le candidat de l’avancement de droit commun au titre de l’année universitaire qu’il s’agisse de la procédure nationale (CNU) ou locale.

Conformément à la circulaire de gestion ministérielle, les candidatures au titre de cette voie spécifique feront l’objet de la même évaluation préalable au CAC restreint que les candidatures par la voie de droit commun décrite précédemment.

**AU TITRE DE L’AVANCEMENT DE GRADE “PHASE LOCALE” (ETABLISSEMENT):**

Cette phase ne concerne que les candidats n’ayant pas été promus par la voie nationale de droit commun.
Le service des personnels enseignants dresse la liste des candidats promouvables qui n’ont pas été promus lors de la phase nationale de droit commun. Les candidats promouvables peuvent compléter leur dossier en ligne. Ils peuvent également décider de retirer leur candidature.

Cette phase locale est arbitrée par le CAC restreint aux EC de l’établissement.

Afin de préparer le travail du CAC restreint, il est proposé un dispositif préparatoire d’instruction des candidatures.

Dans un premier temps, il sera demandé aux directeurs des UFR, d’École et d’Instituts ainsi qu’aux directeurs des Départements scientifiques (DS) de classer les candidatures des candidats rattachés à leur structure. Le classement effectué par les DS sera réalisé en concertation avec les UFR, École et Instituts, conformément au cadrage des DS voté en octobre 2015.

Dans un deuxième temps, le Conseil des directeurs de composantes se réunira pour classer les candidatures en 3 groupes : le groupe 1 comprendra les candidatures « fortement soutenues », le groupe 2, les candidatures « soutenues » et le groupe 3, les candidatures « sans avis ».

Toujours pour préparer le travail du CAC restreint, il est aussi suggéré que le nombre d’avis proposés par le Conseil des directeurs de composantes au titre du groupe 1 représente au maximum 70 % des possibilités de promotion à chacun des grades (arrondi à l’unité supérieure) et que le nombre d’avis proposés au titre des deux premiers groupes représente au maximum 140% des possibilités de promotion (arrondi à l’unité supérieure) pour chacun des grades.

Les évaluations des dossiers par le Conseil des directeurs de composantes seront réalisées selon les critères suivants :
- Importance et diversité des activités de nature pédagogique et d’accompagnement des étudiants,
- Importance et qualité de l’activité scientifique,
- Importance des fonctions et responsabilités d’intérêt collectif tant en terme de degré que de durée d’implication.

Au-delà de ces trois critères, seront pris en compte :
- l’équilibre entre les activités de formation et celles de recherche,
- l'avis rendu par la section compétente du CNU, s'il a été notifié,
- l'existence d'une promotion antérieure à la voie locale.

Qu'il s'agisse du Conseil des directeurs de composantes ou du CAC restreint, toute personne qui candidate à une promotion ne peut siéger pour participer aux travaux ou délibérer sur les promotions au grade auquel elle postule.

Les dossiers des candidats seront consultables, sous format dématérialisé, par les directeurs d'UFR, d'Ecole et d'Institut et les directeurs de DS pour les candidats rattachés à leur structure ainsi que par les membres élus du CAC restreint s'agissant de l'ensemble des dossiers.

La date d'effet des promotions décidées au niveau national et local est fixée au 1er décembre.

Ces modalités sont arrêtées pour l'année 2017 et les années suivantes sous réserve de modifications éventuelles.